

**Stratégies de communication autour des risques sanitaires liés à la gestion des eaux usées des "maquis" à Adjamé et Yopougon (Côte d'Ivoire)**

Affoué Hélène AKE  
Institut National Supérieur des Arts et  
de l'Action Culturelle (INSAAC),  
Abidjan - Côte d'Ivoire  
[affouehelene@yahoo.com](mailto:affouehelene@yahoo.com)

**Résumé**

La question de la gestion des eaux usées reste l'une des préoccupations majeures de la salubrité dans le district d'Abidjan. Qu'elles proviennent des ménages ou des commerces, elles soulèvent beaucoup d'inquiétudes et de conséquences environnementales et sanitaires. C'est pourquoi, dès l'entame des premiers projets de gestions des grandes villes du pays, l'accent a été mis sur l'assainissement des rues occasionnant parfois des remue-ménages au sein de la population. A la différence des études menées sur la gestion des eaux des ménages, celle-ci s'appuie essentiellement sur les eaux usées provenant des "maquis". S'ils (maquis) sont de plus en plus une frontière hermétique qui rend compte du niveau de vie précaire des consommateurs, les activités de ces restaurants de fortunes demeurent des sources de risques sanitaires énormes pour les populations. Il est certainement nécessaire d'insister sur les réelles conséquences de ce phénomène. En parler sans se heurter d'une certaine manière aux courroux des populations reste entier. Pourtant, il est clair que les risques sanitaires sont très élevés. Certainement, l'aborder sous l'aspect préventif en sensibilisant à une meilleure maîtrise des conséquences est primordial. D'où cette étude qui nous aidera à vérifier le niveau de la présence des eaux usées des maquis dans les rues et les caniveaux ; ensuite, le niveau de risques sanitaires causés par ces eaux usées et enfin, mesurer le niveau de connaissance des populations liée aux dangers sanitaires provoqués par les eaux usées des maquis. Pour ce faire nous avons procédé par questionnaire, observation et entretiens semi-directs pour la collecte des données et le logiciel Excel pour leurs traitements en vue de connaître les différents contours et proposer aisément une sensibilisation.

**Mots-clés :** Gestion eaux usées – Stratégies de communication – Santé - Environnement.

**Abstract**

The issue of wastewater management remains one of the major concerns of sanitation in the district of Abidjan. Whether they come from households or businesses, they raise a lot of concerns and environmental and health consequences. This is why, from the start of the first management projects in the country's major cities, the emphasis was placed on street sanitation, sometimes causing disturbances among the population. Unlike studies conducted on household water management, this is mainly based on wastewater from the "maquis". If they (maquis) are increasingly a hermetic border that reflects the precarious standard of living of consumers, the activities of these makeshift restaurants remain sources of enormous health risks for the population. It is certainly necessary to insist on the real consequences of this phenomenon. Talking about it without in some way running into the wrath of the population remains an issue. However, it is clear that the health risks are very high. Certainly, approaching it from a preventive perspective by raising awareness for better control of the consequences is essential. Hence this study which will help us to verify the level of presence of wastewater from the maquis in the streets and gutters; then, the level of health risks caused by this wastewater and finally, measure the level of knowledge of the populations related to the health hazards caused by wastewater from the maquis. To do this, we proceeded by questionnaire, observation and semi-direct interviews for data collection and Excel software for their processing in order to know the different contours and easily propose awareness.

**Keywords:** Wastewater management - Communication strategies - Health - Environment.

## Introduction

La problématique des eaux usées dans les rues d'Abidjan précisément dans les rues des communes d'Adjamé et de Yopougon doivent être posée globalement dans le sens qu'aucune discipline ne peut prétendre à elle seule être tenant de ce fait social réfractaire. Elargir les champs de réflexions donnent de mieux la cerner surtout qu'elle est en rapport étroit avec les habitudes des populations qui la gouvernent. Traoré Drissa et al. (2019), affirment dans leur article sur la gestion des eaux usées et risques sanitaires à Abobo sud 3<sup>e</sup> tranche (Abidjan-Côte d'Ivoire) que 78,05% des eaux usées de cette commune proviennent des activités domestiques. Péga T., Moussa C., Djaliah F. A. A. (2018) stipulent également que 63,5% de leurs enquêtés déversent leurs eaux usées dans les rues. Ces affirmations montrent clairement l'ampleur et la gravité de cette situation et de ses éventuelles conséquences sur les populations. Selon M. Baraye « L'étude des questions relatives à l'impact des eaux usées s'est considérablement accrue ces dernières années ». Il est tout à fait évident dans la mesure où les risques sanitaires liés à ce phénomène sont très élevés dans tous les pays en général et particulièrement dans les pays en voie de développement. D'après le Programme Solidarité Eau (2012), Chaque année, 2 millions de personnes meurent de maladies diarrhéiques, dont 90 % d'enfants de moins de cinq ans (soit 5 000 enfants par jour). Les maladies liées à ce phénomène sont à l'excès. Il est alors logique d'en parler pour réduire au mieux les risques sanitaires. En Côte d'Ivoire et précisément dans certaines communes du district d'Abidjan, des études d'universitaires comme celles de Traoré Drissa et al. (2019), Péga T., Moussa C., Djaliah F. A. A. (2018), et Massata D. Épse B., Stéphane D. E. N ont montré que la plupart des maladies diarrhéiques, le paludisme, les dermatoses, les IRA, rhume etc. sont causées par la présence d'eaux usées dans l'environnement immédiat des populations. Du point de vu général, ce qui motive les différents acteurs, qu'ils soient environnementalistes ou praticiens en médecine à s'y pencher c'est en réalité le niveau de risque très élevé auquel est exposé les populations. Même si la probabilité de la non perception du degré de danger auxquels elles sont exposées et par ricochet l'environnement est dans la majeur partie des cas écartée, la logique d'échange avec les différents acteurs est au final nécessaire pour comprendre la persistance d'un tel phénomène. La possibilité de prévenir les conséquences ou au demeurant, d'en réduire les effets par la sensibilisation devient dès lors le point culminant de notre étude. Même si de façon générale la part belle de certaines prises de

conscience survient qu'au moment où l'on parle de maladie. Il est tout de même important d'exposer encore le problème des risques sanitaires liés à certaines activités économiques comme les maquis dans les communes d'Adjamé et de Yopougon qui constituent des zones à fort taux de fréquentation. C'est sans doute la non maîtrise des tenants et des aboutissants de ce phénomène des eaux usées des maquis qui crée la résistance de ces acteurs (tenanciers de maquis) qui ont des responsabilités dans ce domaine qui deviennent particulièrement prolixes. Car selon S. Kanté (2002, p. 1), les activités informelles dans les villes sont considérées comme « des stratégies alternatives de survie ». Ces activités à risques sanitaires considérables sont des moyens de survie indispensables pour les populations de ces deux communes dont le niveau de vie demeure bas. Les activités de ces restaurants de fortunes sont à la fois source de revenu et d'alimentation des populations. Elles ne trouvent aucun inconvénient à leur exercice. Dans la majeure partie du temps, les eaux utilisées sont déversées à proximité de ces commerces et des habitations environnantes, sans tenir compte des nombreux risques. Il ne se passe pas des semaines sans que des cas de maladies dans ces zones à risques ne soient signalés. Parfois, certains estiment que leurs activités ne sont pas les seules causes des maladies diarrhéiques signalées dans ces zones. Mais, les causes sont en rapport avec d'autres grandes activités des secteurs formels. Stéphane Désire Eckou N'. et Massata D. Épouse B. (2020) soutiennent que « le risque de maladie est plus élevé chez les populations à proximité des déchets liquides (sujets exposés) que celles vivant loin des points de stagnation des eaux usées et pluviales (sujets non exposés) à Kennedy ». Pourtant, interrogées, ces populations affirment qu'elles ont connaissance des dangers auxquelles leurs activités ont sur elles-mêmes et les populations environnantes. Dès lors, nous sommes en droit de nous poser la question fondamentale suivante : pourquoi ces activités existent malgré les risques sanitaires ? Nous estimons que si la communication prend le relais de la gestion d'une politique de prévention par la sensibilisation centrée la manière dont les populations d'Adjamé et Yopougon perçoivent les risques liés aux eaux usées, espérer un changement remarquable ou au mieux palliatif et conjuratoire est envisageable. Donc, il est tout à fait impérieux de convoquer des variables majeures qui exposent les profondeurs de la question des eaux usées des maquis et le degré d'appréhension des populations des risques sanitaires. Elles (variables) nous donnent de percevoir d'abord : Quelle stratégie de communication pour une sensibilisation sur les risques de la mauvaise gestion des eaux usées des maquis à Adjamé et

Yopougon ? Quels sont les risques sanitaires et environnementaux qui sont liés à la mauvaise gestion de ces eaux usées ? Les tenanciers des maquis connaissent-ils les dangers provoqués par les eaux usées des maquis ? Cet ensemble de questions nous donnera de : Vérifier le niveau des eaux usées des maquis dans les rues ou les caniveaux ; le niveau des risques sanitaires causés par les eaux usées ; Niveau de connaissance des tenanciers de maquis des dangers sanitaires provoqués par les eaux usées des "maquis".

### **1. Approche théorique et approche méthodologique**

L'on sait que la conception du risque peut s'immiscer dans les discours enchanteurs pour la mystification des multiples formes d'affrontement ou d'évitement du risque grave. Cependant, convoquer la communication ou simplement communiquer à propos du risque engendre obligatoirement, pour les médiateurs les plus tenaces, d'autres ressources stratégiques qu'il faut savoir exploiter pour en sortir des données pertinentes qui soient susceptibles d'aider à la résolution des phénomènes sociaux comme la question de la gestion des eaux usées des maquis. En parler sans évoquer des principes scientifiques qui servent d'ancrage théorique serait de mener une analyse creuse. Il est alors important d'en poser les bases. L'on ne peut parler du couple risque et sensibilisation sans mettre en évidence les théories de la communication de risque. Notre étude s'articulera précisément autour de la théorie de la perception de risque. Elle met l'accent sur la manière dont les populations perçoivent, conçoivent et vivent une situation de risque. Dans la mesure où, les sociétés ont tendance à sous-estimer leur propre état de risque. Il serait important d'axer les sensibilisations sur la prévention par l'effet évocation des risques graves pour aboutir certainement à une meilleure maîtrise de ce phénomène.

Comme tout travail de recherche, nous avons orienté notre étude dans deux communes distinctes du district d'Abidjan à savoir : les communes d'Adjamé et de Yopougon. Bien qu'étant distancées de quelques kilomètres, elles présentent une similitude en termes de peuplement, d'échanges commerciaux et de mouvement des populations. La population totale de la première plus grande commune du district d'Abidjan et de Côte d'Ivoire, Yopougon est de 1.571.065 habitants (RGPH, 2021) depuis 2021. Elle est limitée à l'ouest par la commune de Songon, à l'est par Attécoubé au sud par la lagune Ébrié et la forêt du Banco et au sud des communes d'Abobo et d'Anyama. Elle est connue pour sa grande ambiance populaire qui fait appel à une multitude de maquis, night-club etc. d'où le choix de cette commune comme lieu d'enquête. Sans oublier

la commune d'Adjamé forte de par sa position au centre du district d'Abidjan, plaque tournante de l'économie ivoirienne et sous régionale. La commune d'Adjamé est située au nord de la commune du Plateau sa population est estimée à 340.892 habitants selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2021). En plus d'être le plus grand centre commercial de la ville, elle abrite également la plus importante gare routière du pays dont les différentes lignes de bus desservent l'ensemble de la Côte d'Ivoire ainsi que la sous-région. Hormis ces éléments de sélection, le boulevard Nangui Abrogoua l'un des principaux axes qui la traverse est l'un des boulevards les plus fréquentés et animés du district qui sous-tend obligatoirement les maquis, les points de fortune de repas. Dans le cadre de cette étude nous nous sommes appuyés sur le questionnaire, l'observation (L'observation de terrain a permis d'apprécier l'état de l'environnement dans lequel les populations des quartiers de ces communes vivent quotidiennement) et l'entretien semi-directif pour collecter nos données auprès de notre public cible de 200 personnes choisies par la technique d'échantillonnage non probabiliste ou accidentelle sur une période de quatre mois d'avril à août 2024. Nous avons convoqué pour ce faire l'approche quantitative et qualitative. Nous avons opté pour le dépouillement et le traitement de nos données avec le logiciel Excel. Les variables recherchées sont : le niveau des eaux usées des maquis dans les rues ou les caniveaux ; le niveau de risque sanitaires causé par les eaux usées des maquis ; le niveau de connaissance des tenanciers de maquis et des populations des dangers liés à leurs eaux usées.

## **2. Analyse des résultats**

### **2.1. Identité des enquêtés**

Tout travail scientifique exige un préalable qui est celui de connaître les caractéristiques des populations étudiées. Ces éléments importants et indispensables à une maîtrise adéquate de la cible sont en rapport selon l'étude avec le sexe, les tranches d'âge, la situation matrimoniale, le niveau d'étude, le lieu d'habitation etc. Dans notre cas nous nous attèlerons plutôt à identifier : le sexe et le lieu d'habitation de nos enquêtés. Ainsi, aurons-nous deux tableaux pour présenter au mieux ces éléments.

### 2.1.1. Sexe des enquêtés

**Tableau 1 : Sexes des enquêtés**

Sexe des enquêtés	Pourcentage %
Hommes	25
Femme	75

**Source : Données de l'enquête d'avril à août 2024**

Ce tableau montre clairement que la plupart des personnes exerçant dans cette activité de vente de nourriture dans les "maquis" sont des femmes. Elles représentent 75% contre 25% d'hommes.

### 2.1.2. Lieu d'habitation

**Tableau 2 : Lieu d'habitation**

Lieu d'habitation des enquêtés	Pourcentage %
Communes d'enquête	69
Périphérique	31

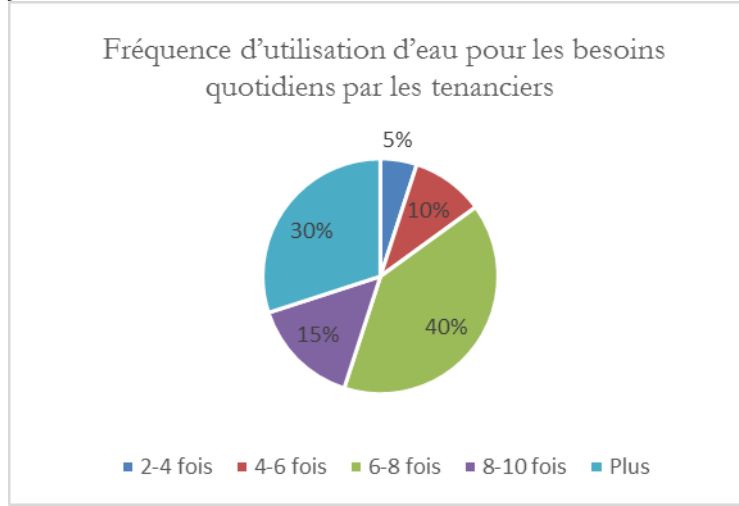
**Source : Données de l'enquête d'avril à août 2024**

Il en ressort de ce tableau que les personnes propriétaires de ces "maquis" soit 69% habitent précisément dans les lieux où se trouvent ces points de vente (Yopougon et Adjamé) et 31% en périphériques. Ces pourcentages peuvent nous aider à clarifier la non considération du risque.

## 2.2. Eaux usées des maquis dans les rues ou les caniveaux

### 2.2.1. Fréquence d'utilisation d'eau pour les besoins quotidiens par les tenanciers

Figure 1 : Fréquence d'utilisation d'eau pour les besoins quotidiens par les tenanciers

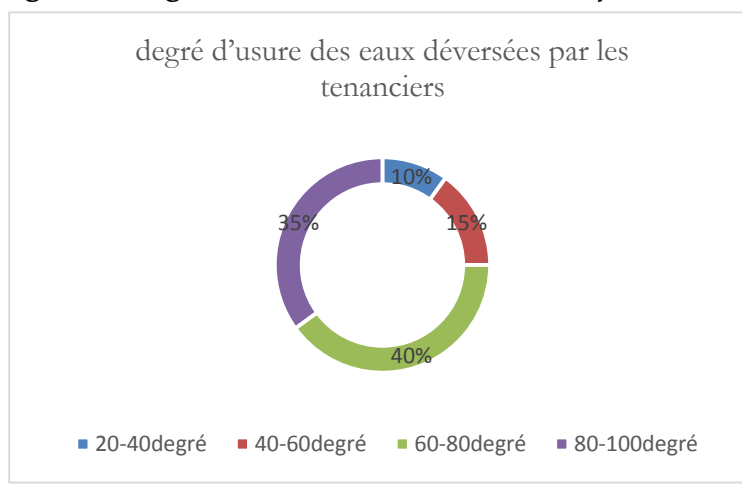


Source : Données de l'enquête d'avril à août 2024

A cette étape de notre travail, où il s'agit de vérifier la fréquence d'utilisation des eaux pour les besoins dans les "maquis", il en ressort que 40% de notre cible principale utilise 6-8 fois par jour l'eau pour leurs besoins, 30% l'utilise à une fréquence indéterminée au quotidien pour leurs besoins, 15% l'utilise 8-10 fois, 10% à une fréquence de 4-6 fois par jour et 5% 2-4 fois par jour. Ce taux élevé de personnes utilisant 6-8 fois par jour l'eau pour les besoins quotidiens montre le niveau d'eau de ces maquis dans les rues et les caniveaux.

### 2.2.2. Degré d'usure des eaux déversées par les tenanciers

Figure 2 : degré d'usure des eaux déversées par les tenanciers



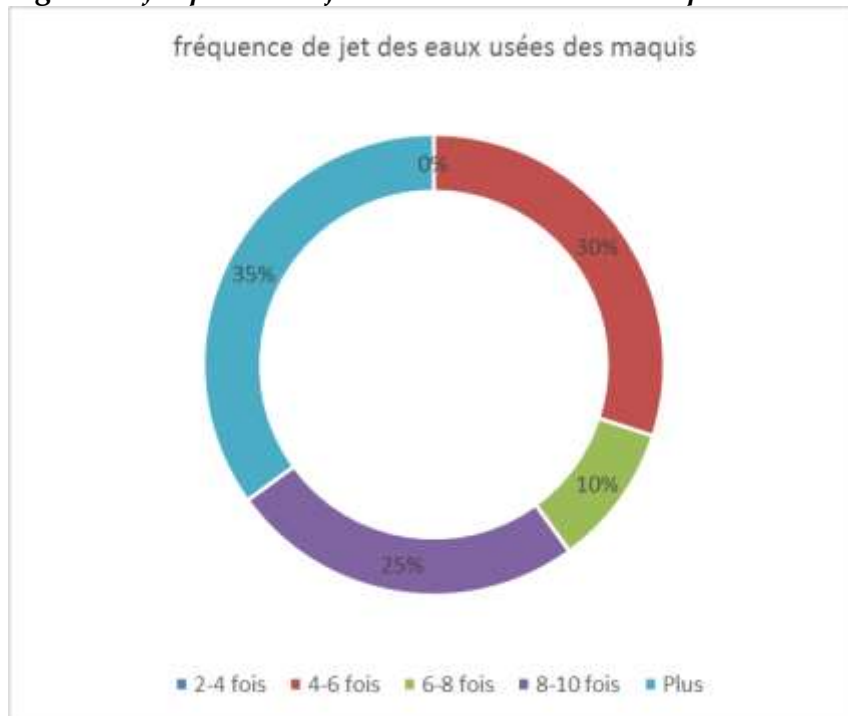
Source : Données de l'enquête d'avril à août 2024



Le degré d'usure des eaux déversées dans les rues et caniveaux parte de 20 à 100 degrés. De ce fait 40% de nos tenanciers de maquis affirment que les eaux sont usées à un degré de 60-80, 35% disent que leurs eaux sont plus "sales" c'est-à-dire 80-100 degrés, 15% ont leurs eaux moins usées 40-60 degré et pour finir 10% ont leurs eaux relativement propre 20-40 degrés. Ces pourcentages montrent à quel niveaux les eaux usées des maquis représentent des risques sanitaires pour les populations vu leurs degrés d'usure.

### 2.2.3. Fréquence de jet des eaux usées des "maquis" dans les rues et caniveaux

Figure 3 : fréquence de jet des eaux usées des maquis



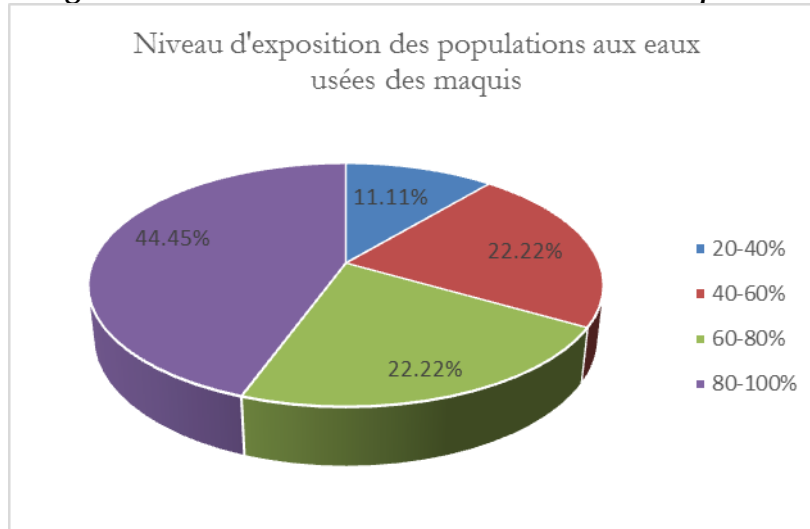
Source : Données de l'enquête d'avril à août 2024

La fréquence de jet des eaux usées dans les rues et caniveaux s'est répartie sur quatre tranches allant de 4-6 fois à plus de 10 fois par jour. 35% des tenanciers soutiennent qu'ils déversent largement leurs eaux usées au-dessus de la moyenne, c'est-à-dire plus de dix fois par jour. 30% déversent leurs eaux usées dans l'intervalle de 4-6 fois par jour. 25% de nos enquêtés inondent entre 8-10 fois par jour les rues et 10% 6 à 8 fois. Ces chiffres montrent que les eaux usées sont omniprésentes dans les rues et caniveaux, ce qui élève inévitablement les risques sanitaires dans ces zones où cohabitent désormais populations et insalubrité.

### 2.3. Niveau de risque sanitaire lié aux eaux usées des maquis

#### 2.3.1. Exposition des populations aux eaux usées des maquis

**Figure 4 : Niveau d'exposition des populations dans les zones enregistrant un taux élevé des eaux usées des maquis**

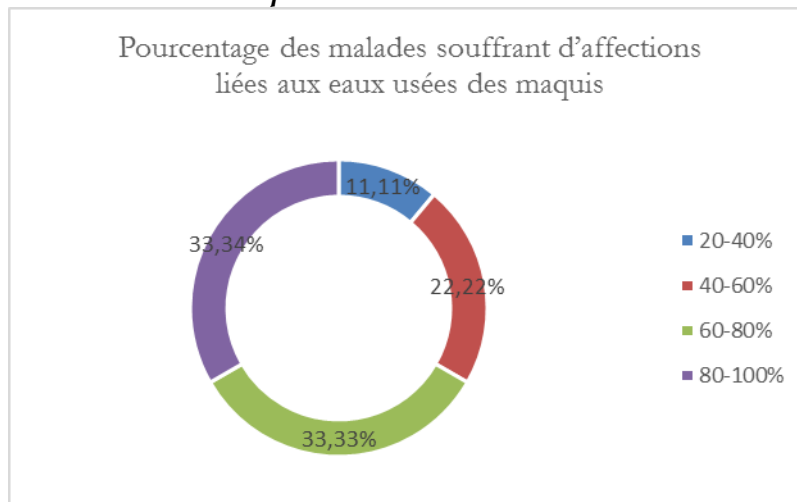


Source : Données de l'enquête d'avril à août 2024

En ce qui concerne le niveau d'exposition aux risques sanitaires des populations vivant dans les zones à fort taux d'eaux usées, il ressort que 40,45% de ses populations sont exposées à un degré de 80 à 100% de risques sanitaires contre seulement 11,11% dans les zones exposées à une hauteur de 20-40% de risques. Il est clair qu'il existe de réels dangers dans les zones d'Adjamé et de Yopougon. Il est alors nécessaire de situer les responsabilités.

#### 2.3.2. Niveau des populations souffrant d'affections liées aux eaux usées des maquis

**Figure 5 : Pourcentage des malades souffrant d'affections liées aux eaux usées des maquis**



Source : Données de l'enquête d'avril à août 2024

Il en ressort de ces différents intervalles que 80-100% des maladies liées aux eaux usées affectent 33,34% des populations de nos zones d'enquêtes contre 11,11% des populations qui s'inscrivent dans l'intervalle de 20 à 40% des maladies liées aux eaux usées de ces zones. Cela montre le niveau de risque sanitaire élevé.

## **2.4. Résultats relatifs au niveau de connaissance des populations sur les dangers provoqués par les eaux usées des "maquis"**

### **2.4.1. Connaissance des dangers liés aux eaux usées par les populations**

"Savez-vous que les eaux usées des maquis comportent de nombreux risques pour les populations ?"

A cette question, 60% de notre population-cible répond à l'affirmatif contraire au 40% restant. Cela montre que les enquêtés n'ignorent pas les risques auxquels ils sont exposés. Pourtant, ils semblent ne pas être dérangés par l'état de leur environnement. Cela pourrait nous conforter dans notre démarche à démontrer la sous-estimation du risque chez les populations.

### **2.4.2. Connaissance des maladies liées aux eaux usées**

"Savez-vous que les eaux usées sont à la base de certaines maladies diarrhéiques et bactériennes ?"

70% estiment que ces maladies sont causées par les eaux usées grâce aux informations reçues dans ce sens. 30% attribuent les causes de ces maladies à d'autres agents pathogènes. Ce taux élevé nous permettra d'explicitier la persistance de la présence de ces eaux usées.

## **3. Discussions des résultats**

### **3.1. Niveau des eaux usées des maquis dans les rues ou les caniveaux**

La question du niveau d'eaux usées des maquis s'étend aujourd'hui à tous les niveaux ce qui nous donne une large ouverture sur le positionnement de certains paradigmes en l'occurrence les sensibilisations en amont des différents acteurs mis en cause. Avant toutes ces stratégies qui pourraient conditionner leurs réductions, il convient de mettre en évidence l'interrogation prégnante de la fréquence de jet de ces eaux usées. De l'analyse de nos données d'enquête sur le niveau d'eaux usées dans les rues et caniveaux, il en ressort que 45% des eaux usées des maquis sont jetées dans les rues, 40% dans les caniveaux et 15% dans d'autres endroits ce qui montre que le lieu privilégié où les tenanciers de maquis déversent leurs eaux sont dans les rues et caniveaux. A cela s'ajoute la fréquence de jet de ces eaux qui soutient leur présence et

leur abondance. 35% de nos enquêtés affirment qu'ils les déversent au-delà de 10 fois par jour contre 30% qui le font 4 à 6 fois par jour. Cet état des faits montre clairement l'omniprésence de ces eaux usées de maquis dans les rues et les caniveaux. Dans son article sur les questions environnementales liées aux activités économiques de la ville frontalière de Ouangolodougou (Nord de la Côte d'Ivoire) A.-K. Narcisse stipule que sur les 92% d'opérateurs producteurs de déchets, 58,70% produisent uniquement les eaux usées qu'ils déversent dans leur environnement immédiat. Selon lui ces déchets liquides ou eaux usées proviennent la plupart des tenanciers de maquis, les vendeuses de légumes etc. La localisation de cette ville à la frontière de la Côte d'Ivoire et certains pays de la sous-région font d'elle une zone à fort taux de fréquentation (comme dans nos zones d'enquête) générant des restaurants de fortunes qui sont des activités économiques pour les tenanciers de maquis et pour les populations de ces endroits pour se nourrir. Sauf que leur présence produit des déchets qui exposent l'environnement et les populations à des risques sanitaires considérables (A.-K. Narcisse, 2016). C. Salifou, K. Yaya et al (2023) soutiennent cet état des faits dans leur étude sur la gestion des eaux usées et risques sanitaires dans la ville de Divo. Ils affirment que les eaux usées provenant des ménages et des activités économiques formelles sont déversées principalement dans les rues et caniveaux (70,52% et 12,73%). Ces chiffres montrent que la présence d'eaux usées dans les rues et les caniveaux qu'elles soient produites par les activités économiques ou ménagères est toujours largement au-dessus de la moyenne ce qui augmente nécessairement le niveau de risques sanitaires et environnementaux. Notre étude sur les communes de Yopougon et d'Abobo ne représente qu'une infirme partie de ce phénomène sanito-environnemental préoccupante, pourtant les études et les campagnes ne manquent pas. Le niveau d'eaux usées présent dans les rues peut aussi être considéré comme une minimisation de son impact sur l'environnement ce qui pourrait mettre à mal les modes de structuration et de gestion de ces eaux et intègre ainsi que la possibilité de l'aléa, la logique de leurs rejets dans des endroits non appropriés. Cet impact soulève le corolaire des risques sur la santé des individus vivant dans ces lieux. Il est clair que cette omniprésence des eaux usées ne dérange personne, car considérant que l'essentiel est de développer les activités économiques et non de mesurer, d'évaluer les déchets produits par ces tenanciers de maquis dans l'exercice de leurs activités à Yopougon, à Abobo et dans bien d'autres communes du pays. A voir ces résultats, tout porte à croire qu'il existe une logique entre maquis, eaux usées dans les rues et

habitation. Cette cohabitation entre ces trois entités maquis-eaux usées-habitation est désormais normale. Les populations sont plutôt portées sur comment faire pour subvenir à leurs besoins tout en balayant du revers de la main les nombreuses conséquences découlant de leurs activités. Cette variable est vérifiée. La trajectoire que prend notre étude montre clairement le prorata de la multiplication des risques sanitaires qui leurs (eaux usées) sont attribué et nous donne d'aborder pleine la prochaine variable.

### **3.2. Niveau de risques sanitaires causés par les eaux usées**

Les pourcentages en rapport avec le niveau de risque sanitaire lié à la présence des eaux usées dans les rues et caniveaux d'Adjamé et de Yopougon montrent la quintessence de toute notre étude. Saida A. (2019) a dit à ce sujet que : « le risque est omniprésent ». Les risques ne sont pas à négliger également dans notre cas comme le dit si bien notre auteur. Le degré d'usure s'est laissé entrevoir à travers des pourcentages assez élevés en l'occurrence : 40% des eaux déversées sont usées à hauteur de 60 à 80 degrés, 35% usées de 80 à 100 degrés et 15% à hauteur de 40 à 60 degrés d'usure dénote clairement de l'ampleur du problème. Si les eaux en provenance des maquis sont aussi usées, cela pose déjà les balises du niveau de risque auquel sont exposées les populations vivant dans ces deux zones de notre étude. A cet effet, 40,45% des populations habitant dans ces zones à prédominance d'eaux usées sont exposées à un degré se situant entre 80 à 100% à des risques sanitaires, 22,22% pour les pourcentages d'exposition compris entre 60-80% et 40-60%. Contrairement aux 11,11% comme taux d'exposition des populations pour les zones de 20-40%. Ici nous relevons que plus les zones sont exposées plus il y a des risques sanitaires. Tous ces éléments nous confortent dans la posture de cette variable de notre étude. C'est ce que décrivent Massata D. épouse B. et Stéphane Désiré Eckou N'. (2020, p.9) dans leur travail. Ils affirment en ces termes : « les eaux usées constituent un facteur de risque de maladies car elles sont des lieux de reproduction et de multiplication des vecteurs de maladies. » Cela sous-entend les réels risques qui existent dans ces zones à fort taux de présence d'eaux usées. Leur opinion générale émanant de leur étude montre également les risques accrus de maladies des populations habitant dans les zones exposées aux déchets liquides (eaux usées) à ce sujet ils soutiennent que « le risque maladie est plus élevé chez les populations à proximité des déchets liquide (sujets exposés) que celles vivant loin des points de stagnation des eaux usées et pluviales (sujets non exposés) à Kennedy. » (2020, P.9). Ils (pourcentages liés aux risques sanitaires) montrent de manière

saillante la profondeur du problème et de sa menace sur les populations. Dans ce cas d'espèce, le risque devient une menace objective pour la prévention de certaines maladies bactériennes et diarrhéiques qui sont causées par ces eaux usées, ces pourcentages en témoignent : 80-100% des maladies diarrhéiques et bactériennes touchent 33,34% de nos populations-cibles ; 60-80% des maladies diarrhéiques et bactériennes affectent 33,33% des populations de ces zones à risques ; 40-60% des maladies diarrhéiques et bactériennes affectent 22,22% des populations ; 20-40% des maladies diarrhéiques et bactériennes, 11,11% des malades des zones à risques s'y inscrivent. L'étude de B. Nambahigué Mathieu, K. Kouadio Célestin et A. Kouassi Albert (2023) vient corroborer la nôtre. A travers un tableau où ils font une analyse en établissant une relation entre certaines maladies que développent les commerçants du marché d'Abobo centre présentant un taux élevé d'eaux usées et de d'autres déchets, ils découvrent un lien étroit entre la qualité environnementale et la santé des commerçants. Selon ce lien qu'ils établissent, les commerçants de ce marché courent de graves risques sanitaires. Ils stipulent que la plupart des pathologies que développent les commerçants sont des pathologies liées à leur environnement de travail. Ces pourcentages montrent clairement l'ampleur de situation et l'impérativité que nous avons à nous s'y pencher pour en saisir tous les contours. En objectivant certainement les menaces, l'instrument de vérification du niveau de connaissance peut en effet simplifier et faire partager à tous des informations qui expliquent les rejets d'eaux usées des tenanciers de maquis en vue de nous positionner aisément dans une réduction durable du phénomène.

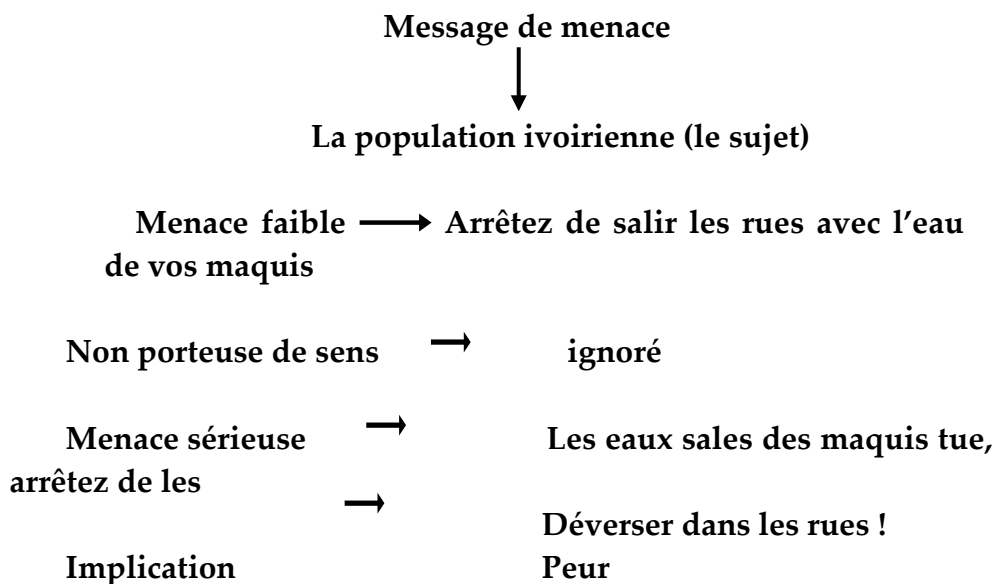
### **3.3. Niveau de connaissance des populations sur les dangers liés aux eaux usées des "maquis"**

La transparence des informations de cet aspect de notre étude est essentielle et révèle, in fine, la question de la connaissance du risque. Les premiers acteurs connaissent-ils les risques liés à leurs pratiques ? A cela les résultats de nos enquêtes révèlent que 70% de nos cibles estiment que les risques sanitaires auxquels sont exposées les populations de ces zones sont liés à leurs activités quotidiennes contre 30%. Là réside pleinement l'essence du problème. Cette connaissance de certains aspects du phénomène illustre les questionnements sous un autre jour que ceux dont certaines études font cas. Connaître les origines de ces eaux usées nécessite que l'on s'y penche et présente des données récentes qui jugent de l'engagement des acteurs surtout les principaux. Surtout que 60%

des personnes interrogés affirment avoir entendu parler des risques sanitaires que représentent les eaux usées dans les rues et caniveaux de Yopougon et d'Adjamé. L'autre partie estime qu'elle n'a pas cette information. Le nombre de personnes ayant connaissance des risques et des informations sur le phénomène étant plus élevés explique notre postulat de départ, celui de la minimisation ou de la sous-estimation des risques. C. Salifou, K. Yaya et D. Bazoumana (2023) soutiennent également dans leur article que les populations ont conscience du fait que la proximité avec les déchets liquides dans les lieux publics a d'énormes risques sanitaires. Elle est à la base de beaucoup de maladies et de nuisances olfactives, dégradation du cadre de vie, de prolifération de moustiques etc. des campagnes de sensibilisation ont été déjà menées dans ce sens. Pourtant, les populations persistent dans leur démarche. Il est indispensable de réorienter ces campagnes vers les tenanciers de maquis en nous appuyant sur la théorie de la perception des risques. Dès lors, il convient d'analyser comment les populations perçoivent les risques liés à la présence des eaux usées dans les rues. Elle (théorie) stipule que de façon générale les gens sous-estiment le risque ce qui les pousse à persister dans leurs comportements malgré tout. C'est ce que laisse entrevoir ces pourcentages évoqués ci-dessus 60% des populations qui affirment avoir l'information que les eaux usées comportent d'énormes risques sanitaires et environnementaux. Cependant, elles continuent de les déverser. Donc, ici la persistance de ce phénomène n'est pas tant la méconnaissance des risques sanitaires. Mais, plutôt la perception des risques liés à ce phénomène et sa sous-estimation. Cette conception tant à minimiser les risques pourtant, ils sont réels et prégnants sur la population et l'environnement. Nous comprenons aisément pourquoi les campagnes de sensibilisation n'aboutissent pas. C'est ce qu'en témoignent les pourcentages précédents. Il est nécessaire de revoir les campagnes de sensibilisation de proximité qui incitent les populations surtout les tenanciers de maquis aux réels dangers des eaux usées. Elle consistera à construire des messages types évoquant les risques qui se feront au cours d'entretiens directs et semi-directifs dont les cibles seront 150 tenanciers de maquis vu qu'ils constituent notre principale cible. Ici, les échanges, la communication entre les parties prenantes est cruciale. La communication demeure un élément privilégié surtout lorsque le risque est su et demeure malgré les tentatives de solutions. C'est en cela qu'elle (communication de risque) intervient. C'est ce qu'expriment Saida A. et Saliha E. (2022) en ces termes : « la communication de risque consiste dans « l'échange interactif d'information » ». C'est pourquoi,

nous nous appuyerons sur des messages qui évoquent la peur pour emmener nos populations cibles à percevoir ces risques comme de graves dangers. Une peur qui invite à la prise de conscience et non pas à des menaces. Bernard S. dit à ce sujet que : « nous devons nous faire peur, non comme les gosses avec des histoires de fantômes, mais avec d'inquiétants futurs possibles. La peur est le vrai sentiment moral (elle joue chez Jonas le rôle du respect chez Kant) – mais c'est une peur délibérée ». Ceci renvoie à déclencher chez les individus ce que l'on pourrait assimiler à une motivation, un désir de changement qui s'inspire de la situation de détresse.

### MODÉLISATION DE L'ACTION DE LA PEUR



Le premier message est simple et ne traduit pas la situation alarmante qui prévaut dans les rues de ces deux communes. Il reflète l'image d'un processus de négociation qui laisse transparaître l'expression d'une démarche quelque peu laxiste. Dans ce cas d'espèce, l'individu qui le reçoit pourrait l'interpréter sous un angle plutôt d'action qui a une conséquence atténuante. Un acte qui n'aurait pas d'incident grave sur l'homme et son environnement. Pourtant, en examinant de près le constat est préoccupant. Donc, il est impérieux d'utiliser d'autres messages qui traduisent les conséquences pertinentes et actuelles des terrains d'enquête. D'où l'évocation de la peur comme moyen incitateur pour une prise de conscience efficiente de l'état des rues et caniveaux des communes de Yopougon et d'Adjamé. Le second message démontre l'ampleur, la gravité de la situation actuelle si l'on se réfère aux données de nos



enquêtes, surtout avec le pourcentage de risques sanitaires auxquels sont exposés les populations. La peur ne sera pas une menace dans notre cas, mais une remise en cause des différents acteurs et par la suite une prise de décision qui limiterait les dangers. Il est en réalité le moyen d'analyse et d'examen des actes posés et leurs conséquences pour un changement adéquat. A. Affoué Hélène (2020) n'en dit pas le contraire en ces termes : « On voit donc que, la peur est une faculté d'autoréflexion et de connaissance, qu'elle est l'objet d'un devoir moral, qu'elle est un sentiment moral, qu'elle est enfin une méthode d'appel à l'ordre, là où la responsabilité est trop faible. » La prise de conscience au moyen de la peur est nécessaire dans ce cas d'espèce.

## Conclusion

Il est primordial dans une démarche de sensibilisation de connaître les raisons sous-jacentes des actions mise en cause comme dans le cas des eaux usées des communes de Yopougon et d'Adjamé, d'analyser les différents mécanismes et d'établir les responsabilités pour une résolution durable. C'est bien de cela qu'il a été question dans cette étude sur les risques sanitaires auxquels sont exposées les populations de nos zones d'enquête. Il en est ressortie que les deux premières variables ont été vérifiées eu égard aux données de l'enquêtes. Cependant, la dernière a révélé que les tenanciers de maquis avaient connaissance de la gravité de leurs actes pourtant, ils continuaient de les pratiquer parce qu'en réalité leur perception des risques était sous-estimée. D'où l'usage de la peur comme approche de sensibilisation pour réduire au mieux ce phénomène.

## Références bibliographiques

- Affoué Hélène, A. et Alt., (2020), « Quelle communication sur la COVID-19 en Côte d'Ivoire face à l'explosion des fakes news ? », *les Incunables*, pp. 7-22
- Fatou, K. Moutahaddib A., (2023), « Approche théorique de la gestion des risques », *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, Vol. 4 (6-1), pp. 150-165
- Massata D. épse Bamba et Stéphane Désiré Eckou N., (2020), « Assainissement et risques de maladies chez les

- populations de Kennedy Clouetcha dans la commune d'Abobo à Abidjan, Côte d'Ivoire », pp. 155- 169
- Nambahigué Mathieu, B., Kouadio Célestin, K. et Kouassi Albert, A. (2023), « Impact socio-économiques, environnementaux et sanitaires des activités commerciales sur les commerçants du marché d'Abobo-centre (Abidjan-Côte d'Ivoire) », pp. 134-150
- Narcisse, A.-K. (2016), « les questions environnementales liées aux activités économiques de la ville frontalière de Ouangolodougou (Nord de la Côte d'Ivoire) », *SLC*, numéro 10, Varia pp. 3341-353
- Péga T., Moussa C. et Dhaliah Florence A.-A., (2019), « Gestion des eaux usées et nuisances sanitaires dans les cadres de vie des populations d'Abobo-Kennedy-Clouetcha (Abidjan-Côte d'Ivoire) », *Revue Africaine des recherches sociales et de la santé publique*, Vol.1, N 1, pp. 76-90
- Saida A., & Elhakmi, S. (2022), « Analyse théorique de la communication comme levier de la gestion intégrée des risques » *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(6-1), pp.364-37
- Saida, A. (2019), « Gestion des risques : fondements théoriques et analyse critique Assurances et gestion des risques », *Insurance and Risk Management*, 86(2-3), 265–287
- Salifou C., Yaya K. et al (2023), « Gestion des eaux usées et risques sanitaires dans la ville de Divo (Côte d'Ivoire) », *Nzassa*, pp.274-288
- Seve, B. (1990), Hans Jonas, *l'éthique de la responsabilité*, Esprit, p. 109  
<https://plan.gouv.ci/assets/fichier/RGPH2021-RESULTATS-GLOBAUX-VF.pdf> consulté le 10/08/2024 à 16h33 mn  
<https://plan.gouv.ci/assets/fichier/RGPH2021-RESULTATS-GLOBAUX-VF.pdf> consulté le 10/08/2024 à 16h33